

## MSPRH plan multisectoriel 2026–2030

### Le pharmacien, acteur clé de la prévention et de la transformation numérique en Algérie

Le paysage pharmaceutique algérien se réinvente. Entre le déploiement du dossier médical électronique, la stratégie nationale de prévention des MNT et l'essor de l'intelligence artificielle, notre profession vit une mutation profonde. Nous ne sommes plus de simples dispensateurs : nous devenons des acteurs clés de la prévention et de la santé numérique. Cette modernité est une chance. L'IA peut augmenter notre expertise si nous savons en garder la maîtrise, en évitant le piège du « deskilling ». Parallèlement, les nouvelles exigences réglementaires rappellent aux pharmaciens, le rôle de sentinelle, garant du bon usage et de la sécurité du médicament. Alors que la Journée nationale de la pharmacie est célébrée, faire de ces révolutions des alliées est un challenge : les formations et la vigilance, en sont les priorités.

Le paysage sanitaire algérien connaît une mutation profonde avec le déploiement de deux stratégies nationales pour la période 2026-2030 : le Plan national de déploiement du système de dossier médical électronique (DME) et le Plan stratégique national de prévention des maladies non transmissibles (MNT). Ces réformes, placent les pharmaciens au cœur d'une évolution fondamentale pour la santé publique. Le 26 juillet 2026, le ministre de la Santé, M. S. Ait Messaoudene, a lancé la formation au système de DME. Ce système conçu localement, sera déployé dans plus de 2.500 structures de santé à travers 69 wilayas. Pour les pharmaciens, cette digitalisation représente une opportunité majeure : accès aux dossiers patients en temps réel, traçabilité renforcée des prescriptions, et meilleure coordination avec les médecins traitants. Parallèlement, le ministère élabore une stratégie nationale multisectorielle de prévention des MNT, qui entrera en vigueur en septembre 2026. Quatre axes structurent ce plan : la modernisation de la surveillance épidémiologique via un système d'information numérique centralisé, l'élargissement des campagnes de dépistage gratuit de l'hypertension et du diabète, la régulation de la teneur en sel et en sucre dans l'agroalimentaire, et une syner-

gie avec le milieu professionnel. Les pharmaciens d'officine, points d'accès privilégiés à la population, deviennent des sentinelles de ce dispositif : ils peuvent mener des dépistages de proximité, délivrer des conseils sur l'alimentation et le sevrage tabagique, et contribuer à la remontée des données vers les autorités sanitaires. Cette approche multisectorielle, qui implique l'Éducation nationale pour la sensibilisation dès le plus jeune âge et le Commerce pour la régulation nutritionnelle, redessine les contours de la profession. Le pharmacien n'est plus un maillon isolé de la chaîne de soins, mais un acteur intégré d'un système dont la transformation numérique et la prévention sont les maîtres-mots. La Journée nationale de pharmacie du 25 septembre 2026, dont le thème est « Le pharmacien, acteur essentiel de la santé : de l'innovation à la prise en charge du patient », s'inscrit parfaitement dans cette dynamique. L'Algérie s'engage résolument sur la voie de la santé numérique. Pour les pharmaciens, ces réformes dessinent un avenir professionnel où la technologie et la proximité avec le patient se conjuguent pour améliorer durablement la santé de la population. Il leur revient désormais de s'approprier ces outils et ces stratégies pour devenir les pivots de cette nouvelle politique sanitaire nationale.

#### Au sommaire N° 104

- ◆ Plan multisectoriel 2026-2030 MSPRH: le pharmacien acteur clé de la prévention
- ◆ L'IA en Officine : un outil de upskilling et risque de deskilling
- ◆ Le pharmacien au comptoir en 2026 : modernité des outils, rigueur réglementaire
- ◆ Le ministre MIP au sénat : une souveraineté pharmaceutique en bonne marche
- ◆ Relation médecin-patient : Recommandations des chercheurs
- ◆ Décret aout 2026 : le pharmacien entre vigilance et signalement

#### L'IA en officine

### Un outil de 'upskilling' avec le risque de 'deskilling'

Si, en matière d'utilisation de l'IA, le 'upskilling' renforce l'expertise humaine en transformant l'IA en outil d'apprentissage et d'augmentation des capacités, à l'opposée, le 'deskilling' est un processus par lequel le professionnel perd ses compétences souvent parce qu'il se repose excessivement sur des outils automatisés qui effectuent le travail à sa place, sans qu'il en comprenne les mécanismes.

Au niveau santé, l'IA transforme le paysage pharmaceutique. Pour les pharmaciens, acteurs cliniques essentiels, l'enjeu est de maîtriser cet outil sans subir une perte de savoir-faire, (le phé-

nomène de « deskilling »). L'expérience historique d'un système expert à l'hôpital de Leeds, qui a amélioré durablement les performances des médecins, démontre qu'une IA « explicable » renforce l'expertise et l'apprentissage, plutôt qu'elle ne la remplace. Ce modèle doit guider l'intégration de l'IA en pharmacie.

Pour les pharmaciens, les bénéfices potentiels sont considérables. L'IA peut optimiser la dispensation, la pharmacovigilance et le suivi des patients, en automatisant les tâches répétitives et en offrant une aide à la décision ([lien](#)). Des

(Suite page 4)

## Le pharmacien au comptoir en 2026

### Entre modernité des outils et rigueur réglementaire

**D**errière chaque délivrance d'ordonnance, se cache un travail invisible. En 2026, le pharmacien ne se contente plus de remettre des boîtes. Il vérifie des posologies, analyse des interactions, anticipe des ruptures. Mais cette agilité nouvelle s'exerce dans un cadre très strict, celui de la réglementation algérienne.

#### Les outils modernes : une nécessité opérationnelle

Au comptoir, l'écran bureau du pharmacien affiche aujourd'hui plusieurs onglets ouverts. On y trouve des référentiels pour vérifier la sécurité chez la femme enceinte, des guides pour les conseils aux voyageurs, ou encore des solutions pour localiser un médicament en rupture. Car les pénuries touchent aussi l'Algérie. L'enjeu est clair : garantir la continuité des soins, parfois en proposant une alternative crédible sans attendre un retour du prescripteur.

#### La réglementation algérienne : un cadre exigeant et protecteur

Cet exercice moderne s'inscrit dans une architecture juridique précise. Les textes de base – notamment la Loi 18/11 relative à la santé et le Décret exécutif 12/289 – fixent les conditions d'ouverture et de gestion de l'officine. Mais plusieurs obligations concrètes

pèsent sur le titulaire.

L'ordre des pharmaciens, via ses sections régionales (voir site web [sorpbatna.wordpress.com](http://sorpbatna.wordpress.com)), veille à leur application. Ainsi, le Décret exécutif n°19-379 du 31 décembre 2019 impose la tenue de registres spécifiques : l'ordonnancier d'officine numéroté et paginé, ainsi que le registre des entrées pour les substances psychotropes. Ces documents sont disponibles auprès des conseillers ordinaires régionaux.

Par ailleurs, la vente de médicaments par internet est formellement interdite. La loi sanitaire prohibe toute publicité sur les médicaments, et l'article 127 du code de déontologie rappelle qu'il est interdit au pharmacien "de solliciter la clientèle par des procédés et moyens contraires à la dignité de leur profession". Les contrevenants s'exposent à des sanctions pénales et disciplinaires.

#### Un métier qui se réinvente

Le pharmacien de 2026 ne connaît donc pas tous les médicaments par cœur. Il sait consulter, vérifier et appliquer les bonnes règles. Il jongle entre rigueur clinique et conformité légale. Il s'appuie sur les textes officiels, les notes de l'Ordre et les recommandations actualisées. Cette évolution redessine les contours d'une profession plus exigeante que jamais.

## Le ministre du MIP en commission au sénat

### Une souveraineté pharmaceutique en marche

**L**e ministère de l'Industrie pharmaceutique, dans sa politique de décembre 2025 ([lien](#)), affiche une ambition claire : faire de l'Algérie un acteur majeur de la pharmacie à l'échelle internationale. Cette vision, axée sur la responsabilité, l'intégrité et l'excellence, se concrétise par une stratégie de régulation, de contrôle et de promotion de la production nationale, dont les résultats sont aujourd'hui éloquentes.

Lors de son audition du 23 juin 2026 devant la commission de la santé du Sénat, le ministre de l'Industrie pharmaceutique a dressé un bilan positif de cette politique ([lien](#)). L'Algérie couvre désormais 82 % de ses besoins en médicaments grâce à un tissu industriel de 250 entreprises, qui produisent localement 5 400 médicaments. Ce dynamisme s'observe également dans le secteur hospitalier, où 262 médicaments locaux sont inscrits au répertoire des produits destinés aux établissements de santé, sur un total de 1 061. Ces chiffres témoignent d'une avancée signifi-

cative vers la sécurité sanitaire, un pilier de la souveraineté nationale selon le président de la commission, M. Douaki Habib.

Pour garantir cette dynamique, le ministère s'appuie sur des outils de régulation performants. L'Agence nationale des produits pharmaceutiques (ANPP) a ainsi délivré 1 098 décisions d'enregistrement, de renouvellement ou de modification, dont 85 % concernent des médicaments fabriqués localement. Parallèlement, le ministère poursuit ses efforts sur les quatre axes de sa politique, notamment en érigeant l'industrie pharmaceutique en secteur créateur de richesses. L'examen

de 100 nouveaux projets d'investissement, dont 72 dédiés à la production de médicaments, confirme cette orientation. L'objectif est clair : renforcer l'intégration industrielle en soutenant la production de matières premières et en favorisant l'exportation pour inscrire durablement l'Algérie comme un hub pharmaceutique régional de premier plan.



## Relation médecin patient à l'heure du digital Les chercheurs recommandent une transformation progressive

**A**u moment où se pose la question des usages de l'internet par les professionnels de santé, notamment au regard du code de déontologie, H. Dahmani et M. Tadj viennent de publier dans l'Algerian Journal of Human and Social Sciences - AJHSS juin 2025, les résultats de leur très intéressante étude exploratoire du sujet ([lien](#)).

Cette étude examine la transformation de la relation médecin-patient dans le contexte de la digitalisation de la santé, particulièrement durant la pandémie de Covid-19 en Algérie. Dans la problématique centrale, l'étude s'interroge sur le rôle d'Internet dans la relation médecin-patient en temps de crise sanitaire ainsi que sur l'adaptation nécessaire du code de déontologie médicale face à cette évolution numérique.

Un certain nombre d'enjeux ont été identifiés, comme la transformation relationnelle portant sur le passage d'une relation traditionnelle hiérarchique vers une relation plus collaborative. L'accès à l'information a été démocratisé avec plus de 12,5 millions de requêtes de santé qui sont effectuées quotidiennement dans le monde. Le défi déontologique vise la nécessité d'adapter le code d'éthique médicale aux pratiques numériques. L'environnement évolue et l'Internet devient ce "troisième acteur" avec une Influence croissante du web dans les interactions soignant-soigné.

Les chercheurs ont adopté une approche mixte avec une revue approfondie de la littérature et un questionnaire électronique administré à 92 médecins algériens (entre avril-mai 2021)

Les principaux résultats montrent que 94,57 % des médecins utilisent Internet à des fins professionnelles, 60,87 % l'utilisent quotidiennement. Ces utilisations se font principalement pour la recherche d'informations médicales.

Quant à l'impact sur la relation médecin-patient, 83,70 % des médecins estiment que leurs patients consultent Internet avant la visite, 50 % des médecins discutent d'Internet avec leurs patients lors des consultations. Les opinions sont partagées sur l'impact où certains y voient un outil de collaboration, tandis que d'autres une source de complications

Les défis qui ont été identifiés touchent la prolifération des "fake news" médicales, avec la nécessité de guider les patients vers des sources fiables. Un autre défi porte sur la transformation du rôle du médecin d'une autorité exclusive vers un guide et un accompagnateur

Les impacts positifs observés montrent une relation plus collaborative et participative, avec des

patients mieux informés et plus actifs dans leur parcours de soins, amenant un dialogue plus ouvert entre médecin et patient, ce qui induit un renforcement potentiel de la confiance par la transparence.

Les impacts négatifs montrent l'apparition d'une désinformation médicale avec une remise en question de l'autorité médicale. Ceci tend à complexifier les consultations avec un risque d'éloignement du parcours de soins approprié.

Les auteurs concluent et recommandent une transformation progressive.

Internet ne provoque pas un bouleversement radical mais une transformation progressive de la relation médecin-patient, favorisant une approche plus collaborative où le patient devient acteur de sa santé.

Les recommandations stratégiques pour les décideurs visent l'élaboration des politiques publiques qui encadrent l'usage d'Internet en santé et la promotion des normes éthiques pour la pratique médicale en ligne.

Quant aux recommandations qui visent les professionnels de santé, ceux-ci sont invités à adopter une approche collaborative, à renforcer leurs compétences en communication numérique et à guider les patients vers des sources fiables.

Les recommandations pour les patients visent à développer leur esprit critique face aux informations en ligne et à maintenir un dialogue ouvert avec leur médecin.

L'étude souligne l'urgence de réviser le cadre déontologique pour y intégrer les consultations en ligne et la télémedecine, la gestion des données numériques de santé, les standards de qualité pour l'information médicale en ligne.

Dans les perspectives d'avenir, cette recherche ouvre la voie à des études futures sur la perspective des patients sur l'usage d'Internet en santé, l'impact à long terme de la digitalisation sur l'optimisation des soins, les enjeux éthiques spécifiques à l'ère numérique

Les auteurs concluent que la transformation numérique de la relation médecin-patient nécessite une approche holistique impliquant tous les acteurs du système de santé, encadrée par une éthique rigoureuse adaptée aux enjeux contemporains.

Les membres du  
Conseil d'Administration 2025

Yassine LEGHRIB, PDG

Mehdi CHEHILI, DG PID

Hichem ZOUAK, DG PIP

Hanifa Kenzai,

Samir ATTIA,

Abdelhakim MATALLAH,

Rabie ZIAR,

Leila KHENNOUF

Fariha Bellil

Aziz Adjissi

Hana Dorbani,

Ghania Filali Souadi

**ASJP**  
Algerian Scientific Journal Platform



<http://pharmainvest.dz/>

Le Bulletin du Pharmacien

Média du 1er groupement de  
pharmaciens

Abdellatif Keddad

Rédacteur en chef

Pharma Invest spa

Société au capital social de

5 508 975 000 DA

Siège social

Zone Industrielle — El Eulma

Algeria

Tél : +213 36 76 12 16

Fax : +213 36 76 12 19

www.pharmainvest.dz



contact@pharmainvest.dz

(Suite de la page 1)

systèmes comme les graphes de connaissances ('medicX-KG') peuvent centraliser des données dispersées sur les médicaments, leurs interactions et leur disponibilité, pour un accès à l'information fiable. L'objectif est de libérer du temps pour des activités à plus forte valeur ajoutée clinique.

Cependant, pour éviter le piège du « deskilling », il est impératif de faire de l'explicabilité une priorité ([lien](#)). Les pharmaciens doivent comprendre le raisonnement des algorithmes pour valider et expliquer les recommandations, prévenir les biais et les « hallucinations », et garantir une décision clinique éclairée. La transparence est

la clé pour instaurer une confiance essentielle.

Cette adoption responsable exige une formation continue et un investissement dans les compétences. Les pharmaciens doivent être formés à l'IA pour l'utiliser de manière critique, avec les patients et en collaboration avec les développeurs ([lien](#)). C'est en s'engageant activement dans cette évolution que les pharmaciens consolideront leur rôle clinique. En plaçant l'humain et l'explicabilité au cœur de la stratégie, la pharmacie peut faire de l'IA un formidable levier de « upskilling », augmentant le savoir clinique sans le remplacer.

## Décret 26-272 du 1er août 2026 sur les stupéfiants et substances psychotropes

### Le pharmacien entre vigilance et signalement des infractions

Le décret exécutif n° 26-272 du 1er août 2026 instaure un dispositif d'intéressements pécuniaires pour les personnes contribuant à l'identification ou à l'arrestation des auteurs d'infractions liées aux stupéfiants et substances psychotropes. Si ce texte vise à renforcer la lutte contre le trafic en mobilisant la société civile, il place les pharmaciens, en tant qu'acteurs de terrain, face à des responsabilités accrues.

#### Vigilance et signalement : une frontière délicate

Les pharmaciens, qui exercent en officine, sont en première ligne. Ils sont confrontés quotidiennement à des médicaments psychotropes et stupéfiants, dont la gestion est déjà très réglementée. La mise en place de primes pour information pourrait encourager la dénonciation de comportements suspects, mais la profession est tenue par une obligation stricte de secret professionnel. La détention illicite de stupéfiants et substances psychotropes constitue certes une infraction pénale, mais aucun texte ne prévoit la levée du secret médical dans ce cadre précis. Le pharmacien doit donc concilier son devoir de vigilance avec la protection de la relation de confiance avec le patient.

#### Une gestion des stupéfiants et substances psychotropes sous haute surveillance

Le décret s'inscrit dans un arsenal répressif renforcé, incluant des peines sévères pour les trafiquants. Dans ce contexte, la rigueur dans la gestion des stupéfiants

et substances psychotropes devient plus cruciale que jamais. Les pharmaciens doivent veiller au respect scrupuleux des règles de prescription, de dispensation, de sécurisation et de traçabilité des stupéfiants. Toute anomalie (vol, détournement, écart de stock) doit être signalée sans délai aux autorités. Le nouveau dispositif ne modifie pas ces obligations, mais il souligne l'importance de la conformité pour ne pas s'exposer à des risques.

#### Un rôle clé dans la prévention

Au-delà de la répression, le pharmacien a un rôle de santé publique. L'un de ses devoirs est de prévenir l'usage abusif des médicaments. Si le décret peut être perçu comme une opportunité de renforcer la sensibilisation auprès des patients sur les risques liés à l'usage détourné de stupéfiants et substances psychotropes, il ouvre aussi une fenêtre à très hauts risques. On rappellera que le pharmacien contribue à la stratégie nationale de lutte contre la drogue en jouant son rôle d'éducateur de santé. A noter qu'il reste exposé aux sanctions juridiques sévères en cas de simple erreur de gestion.

Le décret 26-272 rappelle aux pharmaciens leur position très délicate : garants de la sécurité du circuit des médicaments, ils doivent faire preuve d'une vigilance accrue tout en respectant leurs obligations déontologiques, notamment le secret professionnel et la vigilance extrême sur la gestion des psychotropes.